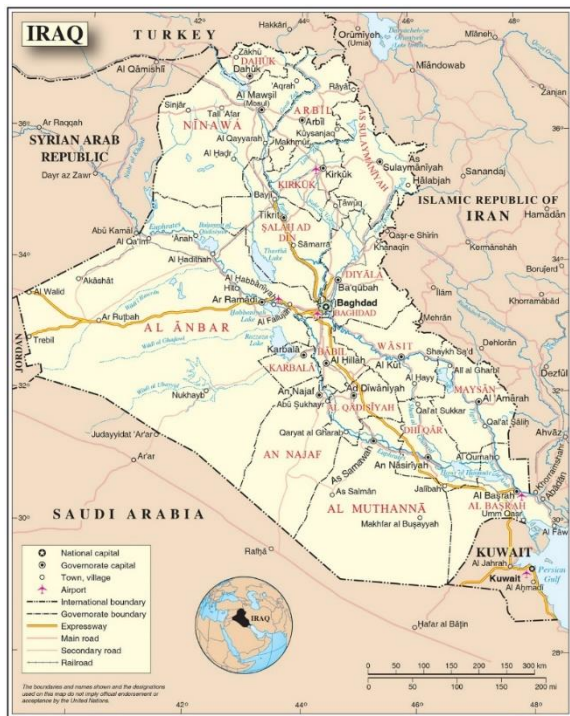


Factsheet Irak

Octobre 2022

1 Faits et chiffres



Carte: Nations-Unies, 2014

Population totale : [41,2 millions](#), dont environ [37 %](#) ont moins de quinze ans.

Langues : Les langues officielles sont l'arabe et le kurde.

Composition ethnique : [Arabes \(75-80 %\)](#), [Kurdes \(15-20 %\)](#). Minorités ethniques : Turkmènes, Shabaks, Chaldéens, Assyriens, Arméniens, Irakiens noirs, Roms, Yézidis.

Religions : L'islam est la religion dominante (97%). Les chiites (Arabes, Turkmènes, Kurdes) représentent entre [60 % de la population et les sunnites environ 37 %](#). Les chiites sont majoritaires à Bagdad, ainsi que dans le sud et l'est. Les sunnites sont majoritaires dans l'ouest, le centre et le nord.

Démocratie parlementaire avec les principaux pouvoirs aux mains d'un premier ministre. L'Irak est une [démocratie parlementaire](#) unicamérale avec un chef de l'État aux pouvoirs limités, et un chef de

gouvernement, ou premier ministre, qui concentre les pouvoirs exécutifs. Barham Salih est président depuis 2018. Mustafa al-Kadhimi est premier ministre depuis avril 2020, à la tête d'un gouvernement intérimaire. La corruption est endémique et [structurelle](#), le pays occupant la [157^e place sur 180](#) dans l'indice de perception de la corruption.

Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). La région kurde d'Irak (KRI) est reconnue comme une région fédérale avec son propre gouvernement régional kurde (GRK), basé à Erbil, qui exerce son autorité sur les provinces d'Erbil, de Sulaymaniyah, de Dohuk et d'Halabja. Le parti démocratique du Kurdistan (PDK), exerce son pouvoir sur les provinces de Dohuk et d'Erbil, tandis que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le parti Gorran se disputent la province de Sulaymaniyah.

2 Groupes à risque

Ces profils sont basés sur l'[évaluation du HCR](#) de mai 2019, ainsi que sur la [note d'orientation de l'AUEA](#) de juin 2022.

- **Personnes soupçonnées à tort de soutenir Daesh** :
 - les hommes et les garçons arabes sunnites et turkmènes en âge de combattre, qui vivaient dans une zone contrôlée par Daesh et/ou où Daesh maintient une présence ;

- les femmes et les enfants associés à des membres réels ou supposés de Daesh en raison de leurs relations familiales ou tribales.
- **Personnes qui s'opposent, ou qui sont perçues comme s'opposant, au gouvernement**, à ceux qui sont affiliés au gouvernement, à des politiciens ou à d'autres personnes ayant une influence politique. En particulier **les manifestant-e-s, les militant-e-s des droits humains** et de **l'opposition politique**.
- **Personnes s'opposant, ou perçues comme s'opposant, aux autorités du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK)** ou aux personnes affiliées aux autorités du GRK, y compris aux partis dominants au pouvoir ou à d'autres personnes ayant une influence politique dans le GRK. Y compris les membres de la famille des personnes avec ce profil. En particulier **les manifestant-e-s, les militant-e-s des droits humains** et de **l'opposition politique**.
- **Personnes associées au gouvernement ou perçues comme le soutenant** : représentants du gouvernement ; les fonctionnaires, y compris les juges et les procureurs nommés par le gouvernement, et les employés des entreprises publiques ; les membres de partis politiques ; les membres des forces de sécurité irakiennes (ISF), des forces affiliées et des peshmerga ; les civils soupçonnés de coopérer avec les ISF, les forces affiliées ou les peshmerga ; les chefs tribaux et les membres de tribus associés ou perçus comme étant associés au gouvernement.
- Membres de **groupes religieux et de groupes ethniques minoritaires** qui vivent dans ou près d'une zone où Daesh est présent.
- Personnes qui se sont **converties de l'islam au christianisme**.
- **Journalistes et autres professionnel-le-s des médias** qui s'engagent dans des reportages critiques sur des questions politiques ou d'autres questions sensibles.
- **Femmes et filles** :
 - exposées à la violence sexuelle, à la violence domestique, à la violence fondée sur l'honneur ou aux mutilations génitales féminines
 - exposées au risque de mariage forcé et/ou de mariage d'enfants
 - menacées de traite à des fins d'exploitation sexuelle et de prostitution forcée.
- **Enfants** : exposés au recrutement forcé, à la traite et au travail forcé.
- Personnes de **diverses orientations sexuelles et/ou identités de genre**.

3 Développements récents

3.1 Situation politique

Crise politique aggravée depuis les élections d'octobre 2021, remportées par le Mouvement sadriste. Paralysie de l'appareil décisionnaire institutionnel et affrontements dans la capitale. Mises en place consécutivement au mouvement de protestation de 2019, les élections anticipées d'octobre 2021 ont [placé en tête le Mouvement sadriste](#), chiite et anti-iranien (73 sièges). L'Alliance Fatah (proche de Téhéran), passée de 48 à 17 sièges, a [rejeté les résultats](#). Des affrontements ont eu lieu en novembre 2021, suite à la [tentative d'assassinat du Premier Ministre](#). Les combats ont notamment opposé des [milices pro-iraniennes appartenant aux Forces de Mobilisation Populaire](#) (FMP, proches de l'Alliance Fatah) aux forces de police. Le Mouvement sadriste n'est pas parvenu à constituer de gouvernement de majorité avec les autres membres du CR, notamment le PDK et les partis sunnites. Leur leader, Moqtada Al-Sadr, a appelé ses élus à la [démission](#), actée le 13 juin 2022. Ils ont été remplacés par des membres du [Cadre de coordination chiite](#), qui regroupe

la Coalition pour l'État de droit et l'Alliance Fatah. Outre l'entrave à l'appareil décisionnaire institutionnel, cela a entraîné de nouveaux affrontements dans la capitale, [y compris dans la zone verte](#), entre, notamment, les partisan-e-s de Moqtada Al-Sadr, les forces de l'ordre et les FMP. Des [manifestations](#) ont également eu lieu à Bassorah, Dhi Qar, Muthanna et Maysan.

Au moins 30 autres personnes sont décédées dans les affrontements de 2021 et 2022 à Bagdad. Les assassinats ciblés d'activistes et de journalistes ont continué en 2022. Contrôle relatif de l'État sur les milices FMP. Les affrontements qui ont lieu à Bagdad et dans certaines provinces du pays depuis les élections d'octobre 2021 ont causé au moins [30 décès et plus de 700 blessés](#). Depuis 2019, des manifestant-e-s, des militant-e-s politiques et des journalistes ont également fait l'objet [d'assassinats ciblés, d'attaques violentes](#) ou de [disparitions forcées](#) par des groupes armés non-identifiés, dans un contexte de grande impunité. La plupart des observateurs [pointent du doigt](#) des milices chiites liées aux FMP, accusées de pratiquer [détentions arbitraires, torture et exécutions extrajudiciaires](#). *De jure* sous l'autorité du Premier ministre, les FMP bénéficient d'une large autonomie, certaines répondant directement à des commandements iraniens. A ce jour, [seule une minorité d'entre elles ont été effectivement intégrées à l'armée irakienne](#).

Protestation de l'opposition kurde, dans le sillage de la crise politique au niveau national. Vague de répression et d'arrestations arbitraires. Le Kurdistan est politiquement et [territorialement divisé](#) entre le PDK et l'UPK. Les deux partis disposent de leurs [propres forces militaires](#), les peshmergas, et sont d'âpres rivaux. Le parti Gorran a perdu de son influence politique suite à sa [défaite](#) aux élections parlementaires de 2021, lors desquelles le parti Nouvelle Génération a [stabilisé son ancrage](#) dans l'opposition (9 sièges au CR). En août 2022, des [manifestations](#) ont éclaté dans le Kurdistan, principalement à Sulaimaniyah. Les protestataires ont dénoncé la corruption, la pauvreté et le chômage. À l'instar de ce qui s'était [produit en 2021](#), les manifestations ont été [durement réprimées](#). Au moins [30 personnes](#) auraient été arrêtées, dont 6 parlementaires de Nouvelle Génération et des journalistes dont 18 travaillent pour NRT TV, une chaîne détenue par le leader de Nouvelle Génération. Des journalistes, des militant-e-s des droits humains et des manifestant-e-s font régulièrement l'objet [d'arrestations arbitraires](#), ou encore [de menaces et d'autres formes d'intimidation](#).

3.2 Situation sécuritaire

Maintien de la présence militaire américaine pour lutter contre Daesh, malgré la fin officielle de leur mission de combat. Le 9 décembre 2021, les États-Unis ont officiellement terminé la mission de combats de leurs troupes, présentes depuis 2003. 2 500 soldats américains [demeurent dans le pays](#), avec un rôle de soutien, formation et conseil à l'armée irakienne, notamment pour lutter contre la résurgence de Daesh. En 2022, des bases militaires qui abritent des troupes américaines ont été la cible de plusieurs [attaques](#).

Résurgence de Daesh depuis mi-2019 qui revient à ses anciennes tactiques d'insurrection. Vaincu militairement en Irak à la fin 2017, puis en Syrie en 2019, Daesh s'est depuis [regroupé en Irak](#) où il tente de se réinstaller dans ses bastions traditionnels dans les zones rurales. Sans contrôle territorial, les [6 000 à 10 000 combattants](#) de Daesh sont pour l'instant réduits à lancer des attaques les forces de sécurité irakiennes, notamment des checkpoints et postes militaires dans les provinces de Kirkuk et Diyala. Le groupe aurait mené

[plus de 368 attaques en 2021](#) dans différentes provinces, ainsi que des attentats à l'explosif. En janvier 2022, Daesh a [tué](#) onze soldats de l'armée irakienne à Diyala.

Nouvelles opérations militaires de la Turquie contre le PKK dans le nord de la région kurde d'Irak (KRI). Tensions entre le PDK et le PKK exacerbées par ces opérations. [Dégradation](#) de la situation sécuritaire depuis 2019 dans les zones frontalières entre le Kurdistan et la Turquie, en particulier dans la province de Dohuk, sous contrôle du PDK. Faisant suite à [l'opération « Griffe d'aigle »](#) (juin 2020), [« Griffe-Foudre »](#) et [« Griffe-Eclair »](#) (avril 2021), en avril 2022, la Turquie a lancé l'opération [« Griffes-Serrure »](#) visant à éradiquer le PKK. Ces opérations ont été accompagnées de nombreux bombardements aériens et tirs d'artillerie, qui auraient fait au moins [412 victimes en 2021, dont au moins 312 combattants du PKK](#). En septembre 2022, l'Iran a lancé une [attaque aérienne](#) dans la région kurde d'Irak (KRI) contre un groupe d'opposition irano-kurde, le Parti démocratique du Kurdistan Iranien (KDPI), pour les punir de leur soutien aux manifestations consécutives à l'arrestation de Mahsa Amini.

4 Pratique des autorités suisses

Taux de reconnaissance bas. Chiffres du SEM pour [2022](#) (janvier à août) : Taux de reconnaissance : 11.9 %. Taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) : 35.6 %. Chiffres du SEM pour [2021](#) : Taux de reconnaissance : 18,3 %. Taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) : 37,7 %.